HAL
open science

L'électorat présidentiel de Ségolène Royal

Elisabeth Dupoirier

To cite this version:

Elisabeth Dupoirier. L'électorat présidentiel de Ségolène Royal. Revue Française de Science Politique, 2007, 57 (3-4), pp.475 - 487. 10.3917/rfsp.573.0475 . hal-03471889

HAL Id: hal-03471889

https://sciencespo.hal.science/hal-03471889v1

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ÉLECTORAT PRÉSIDENTIEL DE SÉGOLÈNE ROYAL
Premiers éléments d'analyse

ÉLISABETH DUPOIRIER

Comme l'élection présidentielle de 2002, celle de 2007 fera partie des pages noires de l'histoire électorale du parti socialiste et de la gauche [1]. Le 22 avril, avec neuf millions et demi de voix des électeurs qui se sont rendus aux urnes – soit plus du quart des suffrages exprimés (25,5 %), lors d'un tour de scrutin à très forte participation (84 % de votants) –, Ségolène Royal qualifie la gauche pour le second tour et efface le mauvais souvenir du 21 avril 2002 [2]. En même temps, elle signe au nom du parti socialiste un score record qui s'approche de fort près de celui, historique, de François Mitterrand en 1981 (26,1 %). Mais la portée de cette performance est largement diminuée par les contre-performances des autres candidats de la gauche de gouvernement (3,5 %) et le tassement de ceux de la gauche radicale (9,3 %). Au total, avec 35,1 % des suffrages exprimés, le bloc de gauche n'a jamais été aussi faible au premier tour d'une élection présidentielle depuis le début des années 1980. Malgré une campagne de second tour animée et largement ouverte vers la conquête des électeurs de François Bayrou, Ségolène Royal ne rassemble le 6 mai qu'un peu plus de 16,7 millions de voix sur son nom (47 % des suffrages exprimés). En fait, l'essentiel de la défaite de la représentante de la gauche s'est joué le 22 avril.

UN PREMIER TOUR DÉCISIF

LE REDÉPLOIEMENT SOCIAL RÉEL MAIS LIMITÉ DU VOTE SOCIALISTE

D'un point de vue sociologique, la candidate renoue avec les soutiens classiques de la gauche socialiste et comble les principaux creux ouverts par la déroute de 2002. L'effet de rattrapage s'observe dans tous les segments sociaux, à l'exception de celui des agriculteurs, où la perte d'audience du PS entamée dès la fin de l'ère mitterran-

1. Cette étude réalisée immédiatement au lendemain de l'élection présidentielle reprend et actualise « à chaud » des notes d'analyse portant sur deux enquêtes réalisées par l'IFOP pour le Cevipof dans le cadre du Panel électoral français avec le soutien du ministère de l'Intérieur. La première enquête – pré-électorale – a été effectuée du 2 au 21 avril auprès de 4 004 électeurs interrogés en face à face à leur domicile. La seconde enquête – post-électorale – a été réalisée du 9 au 23 mai par téléphone au domicile de 4006 électeurs. Les deux enquêtes utilisent la méthode des quotas. Les intentions et les reconstructions de vote ont été redressées par les résultats réels de chaque tour de l'élection présidentielle. Viviane Le Hay a contribué à la préparation des données pour l'analyse, qu'elle en soit ici remerciée.

2. Pour une analyse de la défaite socialiste du 22 avril 2002, voir Jérôme Jaffré, « Comprendre l'élimination de Lionel Jospin », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus, les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 223-250.

Revue française de science politique, vol. 57, n° 3-4, juin-août 2007, p. 475-487.
© 2007 Presses de Sciences Po.

dienne est confirmée. Ailleurs, la reconquête est souvent franche. La candidate retrouve l'étiage des scores de Jospin en 1995 parmi les cadres, les employés, les 35-64 ans et les travailleurs indépendants. Elle dépasse même ces scores dans des segments réputés difficiles à mobiliser, comme les 18-24 ans (31 %, soit 18 points de plus que Jospin 2002 et encore 10 points de plus que Jospin 1995) et les chômeurs (26 %, soit 12 points de plus qu'en 2002 et encore 5 points de plus que Jospin 1995). Enfin, elle améliore les performances socialistes de 1995 dans des segments stratégiques pour la gauche que sont les professions intermédiaires (30 %, soit 14 points de plus qu'en 2002 et 5 points de plus qu'en 1995), les ouvriers (25 %, 12 points de plus qu'en 2002 et 4 points de plus qu'en 1995) et les jeunes actifs de 25-34 ans (24 % et respectivement 10 et 5 points de plus qu'aux deux dernières élections présidentielles).

À bien des égards, la physionomie sociale du vote Royal retrouve une coloration mitterrandienne : soutien d'autant plus marqué que l'on s'adresse aux électeurs les plus jeunes – actifs ou sur le point de le devenir –, prédominance nette des électeurs travaillant dans le secteur public sur ceux en provenance du secteur privé et, pour finir, large diffusion dans toutes les couches salariées grâce à la reprise de l'audience populaire qui caractérisait le vote Mitterrand des années 1980 [1].

Tableau 1. L'évolution de la sociologie du vote socialiste
aux premiers tours des élections présidentielles de 1988 à 2007 (en pourcentage)

	Mitterrand 1988	*Jospin 1995*	*Jospin 2002*	*Royal 2007*	*Écart Royal-Jospin 2007-2002*
Ensemble	*34 %*	*23 %*	*16 %*	*25,5%*	*+ 9,5*
Sexe					
– Homme	32	23	16	25	+ 9
– Femme	35	24	16	26	+ 10
Âge					
– 18-24 ans	39	21	13	31	+ 18
– 25-34 ans	34	19	14	24	+ 10
– 35-49 ans	34	25	15	26	+ 11
– 50-64 ans	31	25	17	26	+ 6
– 65 ans et plus	33	25	19	23	+ 4
Professions de l'électeur					
– Agriculteur	21	14	10	10	=
– Petit commerçant et artisan	24	15	5	17	+ 12
– Cadre et prof. intellectuelle	29	25	18	25	+ 7
– Prof. intermédiaire	31	25	16	30	+ 14
– Employé	37	25	13	24	+ 14
– Ouvrier	41	21	13	25	+ 12
– Inactif	32	24	18	29	+ 11
Statut professionnel					
– Travaille à son compte	22	16	9	15	+ 6
– Salarié du privé	35	32	14	25	+ 11
– Salarié du public	40	21	21	29	+ 8
– Chômeurs	41	21	14	26	+ 12

Sources : 1981 : sondage post-électoral SOFRES/*Le Nouvel Observateur* ; 1988 à 2007 : enquêtes post-présidentielles du Cevipof.

1. Voir sur ce point, François Platone, *Les électorats sous la Cinquième République. Données d'enquête 1958-1995*, Paris, Cevipof, 1995.

Ce redéploiement du vote socialiste par rapport à 2002 trouve cependant ses limites avec la concurrence que le candidat de l'UMP lui livre avec succès dans la plupart des segments sociaux. Le vote Royal ne l'emporte sur le vote Sarkozy que dans les quelques catégories où la candidate a réussi sur son nom un redéploiement du vote socialiste bien au-delà de l'électorat Jospin de 1995 : les enseignants (+ 26), les 18-24 ans (+ 9) – tout particulièrement les étudiants (+ 8) – et les chômeurs (+ 9). À ce palmarès dont le mérite lui revient très largement s'ajoute, mais de justesse, une position dominante dans des segments classiquement ouverts à la gauche – les professions intermédiaires (+ 3) et les salariés du public (+ 4) – et une égalité des scores en milieu ouvrier. Mais dans tous les autres segments, le candidat UMP se révèle clairement plus attractif. L'écart en sa faveur est de 15 points parmi les cadres supérieurs, atteint encore 8 points dans les segments très convoités des employés et des inactifs, et de manière moins attendue, de 7 points parmi l'électorat féminin, dont le tiers déclare avoir voté pour Nicolas Sarkozy plutôt que pour la candidate du PS (26 %). Surtout, Ségolène Royal est écrasée par le vote Sarkozy parmi les seniors : 23 % des plus de 65 ans ont voté pour elle, quand son *challenger* obtient 45 % de leurs suffrages.

Tableau 2. La concurrence des votes Royal et Sarkozy
dans les segments sociaux au 1er tour de l'élection présidentielle (en pourcentage)

	Vote S. Royal	*Vote F. Bayrou*	*Vote N. Sarkozy*	*Écart Royal-Sarkozy*
Ensemble	*25,5 %*	*19 %*	*31 %*	*- 5,5*
Sexe				
– Homme	25	19	29	- 4
– Femme	26	19	33	- 7
Âge				
– 18-24 ans	31	25	22	+ 9
– 25-34 ans	24	25	28	- 4
– 35-49 ans	26	19	26	=
– 50-64 ans	26	16	32	- 6
– 65 ans et plus	23	13	45	- 22
Professions de l'électeur				
– Agriculteur	10	14	52	- 42
– Petit commerçant et artisan	17	14	52	- 35
– Cadre et prof. intellectuelle	22	23	37	- 15
– Enseignant	41	28	15	+ 26
– Prof. intermédiaire	29	24	26	+ 3
– Employé	24	17	32	- 8
– Ouvrier	25	15	26	- 1
– Inactif	27	11	35	- 8
– Étudiant	32	27	24	+ 8

Source : sondage post-présidentiel Cevipof/IFOP 2007.

UN ÉLECTORAT À FORTE IDENTITÉ DE GAUCHE

L'électorat de Ségolène Royal présente la physionomie quasiment parfaite d'un électorat d'alignement partisan : 87 % des électeurs sont proches d'un parti de gauche, 5 % ont été débauchés parmi les sympathisants d'un parti de droite et 8 % seulement ne se déclarent proches d'aucun parti. C'est un premier signe de la différence avec l'électorat de Nicolas Sarkozy, moins partisan (11 % de ses électeurs se déclarent sans sympathie partisane) et contenant le double de sympathisants ralliés du camp adverse (8 %).

Le lien partisan privilégié de l'électorat royaliste avec le PS, 70 %, confirme haut la main le bien fondé du choix fait par les militants en faveur de Ségolène Royal lors de la longue campagne d'investiture de l'année 2006 : d'ailleurs, plus le lien avec le parti est fort, plus la discipline de vote en faveur de Ségolène Royal a été respectée, culminant à 78 % pour ceux qui sont « très proches » du PS. La capacité de mobilisation par la candidate des sympathisants de son propre parti renoue avec celle de F. Mitterrand (70 % en 1981 et 76 % en 1988), mais marque bien sa différence avec Lionel Jospin, qui, déjà en 1995, n'avait pas réussi à rassembler sur son nom plus des deux tiers des sympathisants socialistes, la défection s'exacerbant en 2002 au point qu'un sympathisant PS sur deux seulement avait voté pour lui. À la discipline de vote des partisans PS s'ajoute le « vote utile » d'environ un sympathisant sur dix du PC et des Verts et d'un quart de ceux de la LCR, alors qu'ils étaient chacun moins de 10 % à avoir choisi le vote Jospin dès le premier tour de 2002.

La capacité de rassemblement de sa famille politique et plus largement de la famille de gauche dont a fait preuve la candidate se vérifie aussi quant aux valeurs auxquelles adhère son électorat et les clivages dans lesquels il s'inscrit. À l'opposé des électorats Sarkozy et Bayrou, les électeurs de S. Royal se prononcent sans état d'âme contre la diminution du nombre des fonctionnaires (74 %), pour une école privilégiant l'esprit éveillé et critique (55 %) plutôt que la discipline et l'effort (45 %), pour un État qui contrôle et réglemente les entreprises (63 %) plutôt qu'il ne leur fasse confiance. Enfin, l'électorat de Ségolène Royal s'oppose à ceux de F. Bayrou et de N. Sarkozy par la proportion majoritaire des électeurs qui expriment de fortes dispositions d'ouverture aux autres [1].

Du point de vue du positionnement politique de ses électeurs, il est aussi indéniable que Ségolène Royal a rallié sur son nom un électorat dont le centre de gravité est solidement ancré dans la gauche. 70 % se déclarent d'eux-même « à gauche ». Cette forte polarisation contribue à la singularité politique du vote Royal, qui ne se laisse confondre ni avec celui des 4 autres petits candidats de la gauche repliés sur des espaces périphériques « très à gauche » ou « ni à gauche ni à droite », ni avec celui de Bayrou qui se caractérise par le positionnement majoritaire au centre de son électorat.

1. Voir, dans ce numéro, l'article de Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation ».

Tableau 3. Les clivages de valeurs entre les électorats de Ségolène Royal, François Bayrou et Nicolas Sarkozy (en pourcentage)

	Vote Royal	*Vote Bayrou*	*Vote Sarkozy*	*Ensemble électorat*
Il faudrait réduire le nombre des fonctionnaires :				
d'accord	26	47	67	46
pas d'accord	74	52	33	54
Face aux difficultés économiques, l'État devrait…				
faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté	35	54	62	48
contrôler et réglementer plus étroitement les entreprises	64	45	37	51
L'école devrait avant tout…				
donner le sens de la discipline et de l'effort	45	53	78	63
former des gens à l'esprit éveillé et critique	55	47	22	37
Niveau d'universalisme :				
nul	9	8	20	17
faible	17	14	32	24
moyen	19	28	28	23
élevé	56	50	20	36

Source : sondage post-présidentiel Cevipof/IFOP 2007.

Tableau 4. Le positionnement politique de l'électorat de Ségolène Royal et des électorats concurrents (en pourcentage)

Votes :	*Royal*	*Autres candidats de gauche*	*Bayrou*	*Ensemble électorat*
Positionnement politique :				
très à gauche	6	20	-	3
à gauche	71	37	13	25
au centre	8	10	51	16
à droite	1	3	12	29
très à droite	-	-	-	3
ni à gauche ni à droite	14	29	23	23
ensemble	100	100	100	100

Source : sondage post-présidentiel Cevipof/IFOP 2007.

UN ÉLECTORAT POLITIQUEMENT FRAGILE ET PEU SÛR DE LUI

Mais malgré son unité idéologique et politique, l'électorat de Ségolène Royal présente des signes de fragilité dès ce premier tour.

Il s'agit d'abord de la forte érosion des réservoirs dans lesquels la candidate pouvait espérer puiser ses meilleurs soutiens. À commencer par celui des sympathisants socialistes qui diminuent en nombre au fil des élections et dont la force du lien avec leur parti tend à se relâcher. Pendant longtemps, ils furent plus nombreux que les sym-

pathisants des partis adversaires de droite. Or, en 2007, l'équilibre au sein de l'ensemble de l'électorat s'est renversé en la défaveur du PS, qui ne compte plus que 23 % de sympathisants, au lieu des 28 % de sympathisants de l'UMP [1]. Et au PS, les sympathisants qui sont les plus proches de leur parti et dont la discipline de vote est quasiment assurée sont aujourd'hui minoritaires dans l'ensemble des sympathisants : 41 %. Ceci explique en partie que la candidate socialiste ait pâti dès le premier tour de la volatilité d'une partie des sympathisants de son propre parti [2], les moins proches du PS : 60 % ont bien voté pour elle, mais 9 % lui ont préféré un des candidats altermondialiste, 17 % ont voté pour François Bayrou et encore 14 % ont franchi le pas vers un candidat de la droite ou de l'extrême droite. C'est donc au total un peu plus de trois sympathisants PS sur dix qui ont « changé de camp » en faveur du centre ou de la droite le 22 avril.

La seconde fragilité de cet électorat est la tiédeur de son adhésion aux propositions programmatiques de la candidate, en décalage inattendu avec la ferveur de son adhésion aux valeurs de la gauche notée plus haut. Certes, à la veille du premier tour, 68 % des électeurs socialistes approuvent « tout à fait » la proposition de pénalisation par l'impôt des entreprises qui délocalisent et encore 60 % soutiennent complètement l'augmentation du SMIC à 1 500 euros. Mais l'augmentation des impôts « pour ceux qui gagnent plus de 4 000 euros par mois » n'est aussi fermement acceptée que par un petit tiers (32 %) des électeurs qui s'apprêtent à voter pour Ségolène Royal. Et au total, moins du quart de ses électeurs (22 %) soutiennent sans aucune réticence ces 3 propositions à la fois. On voit bien là une des manifestations de ce que Pierre Rosanvallon nomme le « consumérisme politique » [3], qui conduit le citoyen – de plus en plus exigeant – à trier parmi des mesures conçues pour construire une offre politique cohérente pour n'accepter que celles et seulement celles qui correspondent à ses attentes personnelles. Pour le dire autrement et avec le même auteur, les électeurs de Ségolène Royal seraient représentatifs de ce nouveau type de citoyen qui renonce « à être le producteur associé du monde commun » [4].

1. Florence Haegel et Gérard Grunberg notaient récemment que, dans la perspective de l'élection présidentielle, l'UMP avait été encore plus active et performante que le PS pour mener ses campagnes d'adhésion au parti. Les résultats de l'enquête Cevipof le confirment : cf. Gérard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 56. L'accroissement considérable du nombre des adhérents l'UMP se traduirait donc aussi par un accroissement du nombre des sympathisants.

2. Sur la question chronique de la volatilité électorale du PS, voir Henri Rey, « L'électorat socialiste : volatilité et inconstance », dans Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral. Qui vote quoi, où, comment*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 58-63.

3. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, p. 28.

4. Pierre Rosanvallon, *ibid*., p. 258.

Tableau 5. Adhésion de l'électorat Royal à trois propositions de la candidate

	Vote Royal
Adhésion aux propositions de campagne de S. Royal :	
– aucune proposition	16 %
– 1 proposition	28 %
– 2 propositions	34 %
– 3 propositions	22 %
	100 %

Source : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 1, « Enquête pré-électorale présidentielle 2007 ».

La troisième fragilité de cet électorat tient à son attitude plus générale de désenchantement à l'égard de la politique. Elle isole l'électorat Royal de tous les autres. En fin de campagne électorale, avant que ne se joue le premier tour, 58 % des électeurs de S. Royal se déclarent « confiants dans la gauche pour gouverner », mais 36 % ne lui font pas plus confiance qu'à la droite, 2 % font plus confiance à la droite et 4 % ne se prononcent pas. Ceci dans un contexte plus général où, avant même de voter, seule une courte majorité de 51 % (contre 39 %) des électeurs de la candidate socialiste pensent « que le résultat de l'élection présidentielle permettra d'améliorer les choses en France », au lieu de 60 % (contre 35 %) de ceux du candidat UMP.

Ainsi, on peut soutenir que Ségolène Royal aborde le second tour avec un triple handicap. Il y a bien sûr la faiblesse numérique du réservoir d'électeurs de gauche sur lequel elle est repliée au premier tour. Il y a aussi le décalage préoccupant entre l'adhésion massive à un socle de valeurs communes et la distance prise avec le bloc programmatique de la candidate testé dans l'enquête, comme si la candidate n'avait pas convaincu dans la traduction concrète des thèmes qui avaient décidé de son investiture par les adhérents du PS à la fin 2006. Il y a enfin le scepticisme politique de ses électeurs qui les conduit à un rapport soupçonneux à la politique et aux personnalités qui la produisent. À la veille du premier tour de l'élection et au terme d'une longue et intense campagne électorale, seuls 47 % des électeurs de Ségolène Royal pensent que la « démocratie fonctionne bien en France » (une courte majorité de 51 % ne le pensant pas) et 17 % seulement sont d'accord pour dire que « les personnalités politiques s'occupent bien des gens comme eux » (contre 82 % qui pensent le contraire) [1].

LA DÉFAITE DU SECOND TOUR ET SES LOGIQUES

Ces observations laissent déjà augurer des difficultés qui attendaient la candidate au second tour. Selon l'enquête post-présidentielle du Cevipof, les abstentionnistes du premier et du second tour n'ont pas été les arbitres de l'affrontement entre les deux finalistes : la candidate de la gauche n'aurait pas subi de pertes significatives de ses électeurs du 22 avril au profit de l'abstention. Par ailleurs, elle aurait autant profité que

1. Au même moment, 58 % des électeurs de N. Sarkozy se déclarent satisfaits du fonctionnement de la démocratie (+ 11 points par rapport aux électeurs de S. Royal) et 29 % sont d'accord pour dire que les hommes politiques se préoccupent des gens comme eux (+ 12 points). Voir dans ce numéro, l'article de Sylvie Strudel, « L'électorat de Nicolas Sarkozy : "rupture tranquille" ou syncrétisme tourmenté ? ».

son *challenger* de la mobilisation le 6 mai d'une partie des abstentionnistes du premier tour. C'est donc dans les mouvements entre les électeurs qui ont participé aux deux tours de scrutin qu'il faut rechercher les logiques qui ont conduit à la défaite de la gauche.

RASSEMBLER SON CAMP ?

Pour gagner, il faut d'abord rassembler son camp. C'est la première des conditions de la victoire, même si elle est, le 6 mai, arithmétiquement insuffisante pour assurer le succès. Or, l'entreprise n'allait pas de soi. La première vague du Panel électoral français avait montré qu'à la veille du premier tour, environ les trois quarts des électeurs qui s'apprêtaient à voter pour Ségolène Royal et déclaraient souhaiter sa victoire étaient bien peu nombreux à croire fermement en ses chances de gagner : 19 %. Ce « déficit de moral » constituait un premier handicap pour battre au second tour le candidat UMP, dont les *supporters* étaient déjà deux fois plus nombreux – 42 % – à croire dans les chances de leur champion le 6 mai. Cette démoralisation s'ajoutant à la tiédeur de l'adhésion aux propositions phares de la candidate notée plus haut, Ségolène Royal risquait de se trouver en position délicate au second tour au sein même de son électorat du 22 avril.

Tableau 6. La confiance des électeurs dans les chances de victoire de leur candidat à la veille du premier tour de l'élection présidentielle

	Électorat de Ségolène Royal souhaitant sa victoire	*Électorat de Nicolas Sarkozy souhaitant sa victoire*
Pronostic élevé de victoire	19 %	42 %
Pronostic moyen de victoire	72 %	57 %
Pronostic faible de victoire	8 %	1 %

Source : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 1.

Si les reports de son électorat de premier tour restent imparfaits (96 %) par rapport à la discipline quasi unanime de celui de Nicolas Sarkozy (99 %), les légères défections suggérées par l'enquête ne peuvent être tenues pour responsables de l'échec. En revanche, le niveau de ralliement des électeurs des petits candidats de la gauche au premier tour, malgré les consignes données par leurs candidats eux-mêmes, constitue un premier indice des difficultés rencontrées pour constituer une dynamique de second tour en sa faveur : en moyenne, 77 % d'entre eux auraient voté Royal le 6 mai, 13 % auraient préféré Sarkozy et 10 % se seraient abstenus.

Quant aux ralliements extérieurs à la gauche – ô combien décisifs pour palier l'insuffisance numérique de cette dernière – ils se sont limités à l'apport d'un électeur sur deux de François Bayrou et à une poignée d'électeurs en provenance du Front national ou des petits candidats de la droite.

Tableau 7. Les reports des votes du premier tour sur le second tour (pourcentages en ligne)

Vote au second tour		*Vote Royal*	*Vote Sarkozy*	*Abstention Blancs et nuls*	
Vote au 1er tour	Schivardi	75	8	17	100 %
	Laguiller	64	18	18	100 %
	Besancenot	78	13	9	100 %
	Bové	69	20	11	100 %
	Buffet	91	3	6	100 %
	Royal	96	3	1	100 %
	Voynet	77	17	6	100 %
	Nihous	20	70	10	100 %
	Bayrou	49	38	13	100 %
	Sarkozy	1	99	-	100 %
	De Villiers	16	79	5	100 %
	Le Pen	15	75	10	100 %

Source : Cevipof 2007, enquête post-présidentielle.

DIVERSIFIER SON ASSISE SOCIALE ?

Du point de vue de sa composition sociologique, l'électorat de second tour de Ségolène Royal ne présente pas d'avancée notable dans de nouveaux segments sociaux. Tout au plus est-il un peu plus équilibré du point de vue des genres du fait du ralliement d'électeurs masculins. Pour le reste, il confirme les tendances précédentes, accentuant sa coloration « jeuniste » – 35 % des électeurs ont moins de 35 ans (progrès de 4 points) –, son déficit auprès des plus de 50 ans (recul de 5 points) et son centrage sur les salariés du public. Par rapport aux électeurs de Nicolas Sarkozy au second tour, il demeure moins âgé, plus détaché de la religion catholique, sous-représenté dans l'univers des travailleurs indépendants et surreprésenté dans celui des enseignants et des étudiants. À ceci s'ajoute le choix majoritairement en sa faveur (52 % contre 48 %) des électeurs de l'agglomération parisienne. Pour une part importante, elle est imputable à un vote de rejet à l'égard de Nicolas Sarkozy : 41 % des électeurs de Ségolène Royal dans ces territoires déclarent en effet avoir voulu « barrer la route » au candidat de l'UMP. On peut faire l'hypothèse – sans avoir avec ces enquêtes les moyens de la vérifier précisément – que cette motivation de vote trouve son origine dans l'hostilité particulière d'une partie des habitants des banlieues parisiennes à l'égard de l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Villepin.

Mais il s'agit bien là des seules différences notables en terme de composition sociale avec l'électorat de Nicolas Sarkozy, qui comprend autant d'électeurs issus des catégories populaires que la candidate de la gauche et à peine moins de membres de professions intermédiaires.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - -

Tableau 8. La composition sociologique de l'électorat de Ségolène Royal au second tour et sa comparaison avec celui de Nicolas Sarkozy (en pourcentage)

	Vote Royal 1er tour	*Vote Royal 2e tour*	*Vote Sarkozy 2e tour*
Sexe			
Homme	46	48	47
Femme	54	52	53
	100	100	100
Âge			
18-24 ans	14	15	8
25-34 ans	17	20	17
35-49 ans	28	29	27
50-64 ans	22	21	22
64 ans et plus	19	15	26
	100	100	100
Profession de l'électeur			
agriculteur, artisan et petit	5	5	12
commerçant	8	9	11
cadres et prof. lib.	6	5	2
enseignant	17	16	14
profession intermédiaire	46	47	46
employé et ouvriers	8	7	9
inactifs	11	11	6
étudiant	100	100	100
Statut professionnel			
indépendant	8	8 %	17 %
salarié du privé	52	53 %	53 %
salarié du public	40	39 %	30 %
	100	100 %	100 %
Diplôme			
sans	19	15	21
inférieur au bac	38	47	52
bac	23	16	12
supérieur au bac	20	22	15
	100	100	100
Religion			
catholique pratiquant	4	4	12
catholique non pratiquant	47	46	66
autre religion	10	9	3
sans religion	38	41	19
	100	100	100

Source : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

FAIRE BOUGER LES LIGNES POLITIQUES ?

En revanche, l'électorat de S. Royal de second tour porte bien la marque d'une ouverture politique en direction du centre. Certes, son centre de gravité reste majoritairement formé d'électeurs « à gauche », mais ce segment perd son caractère omni-

présent du premier tour. Il ne représente plus que 55 %, au lieu de 71 % de l'électorat de la candidate, en raison du renforcement substantiel de l'aile centriste. C'est essentiellement aux électeurs en provenance du centre politique que ce rééquilibrage est dû (17 % au lieu de 8 % au premier tour), l'apport des électeurs « ni de gauche ni de droite » (19 % au lieu de 14 %) jouant un rôle d'appoint. Au total, l'aile centriste représente 36 % de l'électorat « royaliste » et réduit l'aile de la gauche extrême à une présence anecdotique (8 %).

On peut en conclure que la bataille pour le ralliement du centre qui a opposé S. Royal et N. Sarkozy s'est plutôt soldée à l'avantage de la candidate de gauche, qui a attiré plus d'électeurs de F. Bayrou que son rival, selon l'enquête du Cevipof. Et le soir du 6 mai, le segment des électeurs qui n'appartiennent ni à la gauche ni à la droite – soit 39 % de l'électorat global – pèse plus lourd dans l'électorat de S. Royal (36 %) que dans celui du vainqueur (33 %). La défaite de S. Royal est donc moins à imputer à un échec de sa stratégie de main tendue aux électeurs de François Bayrou qu'à une contraction insurmontable du réservoir de la gauche elle-même. Ceci, dans un contexte où son adversaire faisait sans grande difficulté le plein des voix de son propre camp et achevait de « siphonner » celui du FN.

LES PRINCIPALES LOGIQUES DE LA DÉFAITE

Interrogés sur les raisons de la défaite de leur candidate, les électeurs Royal du second tour – quel que soit leur positionnement politique – refusent massivement d'imputer à sa personne l'échec du 6 mai : 80 % ne sont pas d'accord avec ceux qui disent que « Ségolène Royal n'était pas une bonne candidate » et 66 % encore récusent l'idée selon laquelle les propositions de la candidate « n'étaient pas suffisamment à gauche ». Le coupable est massivement désigné par 70 % des électeurs « royalistes » : c'est le PS, qui « n'a pas su renouveler suffisamment son programme ».

Mais ce qui crée débat et fait voler en éclat le quasi-unanimisme de l'électorat « royaliste », c'est la question de la stratégie et des alliances. D'un coté, les électeurs qui se positionnent politiquement « à gauche » – les plus nombreux – se divisent en parts à peu près égales entre partisans (48 %) et adversaires (52 %) d'« un accord politique avec l'UDF de François Bayrou et un changement d'alliance politique » (52 % défavorables, 48 % favorables). De l'autre coté, l'aile centriste de l'électorat – une minorité non négligeable de 36 % du total – soutient massivement (près de 70 %) un repositionnement stratégique vers le centre, qui, selon elle, aurait pu éviter la défaite. Au total, c'est quand même la majorité des électeurs de Ségolène Royal (54 % contre 48 %) qui aurait refusé que la candidate aille plus loin et plus vite en direction du centre et de F. Bayrou.

On vient de voir que les électeurs « royalistes » protègent massivement leur candidate de toute accusation d'incompétence qui la rendrait personnellement responsable de la défaite. Mais, pour autant, ils ne lui témoignent qu'un attachement mesuré qui contraste avec l'intensité de celui dont jouit N. Sarkozy. En effet, la confiance dans la candidate n'arrive qu'au 3e et dernier rang des raisons du vote de second tour (14 %, au lieu de 37 % parmi les électeurs de N. Sarkozy), loin derrière la proximité d'idées (51 %) et la volonté de « barrer la route à l'autre candidat » (34 %, contre 10 % seulement parmi les électeurs de N. Sarkozy). Autre indice du faible capital d'image politique de la candidate relativement à celui de son adversaire, 58 % de ses électeurs lui

décernent un note très élevée de sympathie (au moins 8/10) quand 77 % des électeurs de Nicolas Sarkozy donnent ces même notes d'excellence à leur champion. Pour finir, le débat télévisé entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal dans la semaine précédant le second tour a joué nettement en faveur du premier en ce qui concerne les indécis : 25 % de ceux qui n'avaient pas encore choisi leur candidat avant le débat ont voté pour S. Royal au lieu de 64 % pour son concurrent. Si, comme l'ont démontré Daniel Boy et Jean Chiche, à la veille du premier tour, l'image des candidats « a un pouvoir explicatif considérable sur les intentions de votes » [1], la candidate de la gauche a sans doute souffert d'un déficit d'adhésion à sa personne qui a pu lui coûter des voix le 6 mai 2007.

**

Pour conclure, les 47 % d'électeurs réunis par Ségolène Royal au second tour de l'élection présidentielle se révèlent être un capital bien fragile pour le PS pour aborder la campagne des élections législatives. Outre sa faiblesse numérique face à la droite, les deux enquêtes du Cevipof décrivent cet électorat à la fois comme accusateur ou au moins désabusé à l'égard du parti socialiste, jugé principal responsable de la défaite, dubitatif en ce qui concerne la confiance qui peut être placée dans le *leadership* de Ségolène Royal, peu cohérent entre l'univers des valeurs qu'il défend et la traduction programmatique qu'il est prêt à soutenir, enfin, divisé sur la question de l'opportunité de réviser les alliances. Autant de traits caractéristiques de ce que Pierre Rosanvallon nomme le problème de « l'impolitique, c'est-à-dire du défaut d'appréhension globale des problèmes liés à l'organisation d'un monde commun » [2] et qui ne laissent rien augurer de bon dans l'avenir immédiat pour la gauche de gouvernement [3].

Le PS va-t-il être de nouveau paralysé, et pour combien de temps, par la réactualisation de son éternel dilemme entre l'ambition – à laquelle le prépare sa présidentialisation de plus en plus poussée – et le remord [4] qui lui tient lieu périodiquement de révision doctrinale ?

Élisabeth Dupoirier est directrice de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Dans le domaine de l'étude des élections, elle a notamment publié : « Le referendum de ratification du traité constitutionnel européen en France : l'impact de la question nationale sur la question sociale », dans « L'Union européenne : dynamiques d'union politique, de légitimation et d'identité dans le contexte constitutionnel », *Annales d'études européennes*, 8, Bruxelles, Bruylant, 2005-2006, p. 173-187 ; « Dynamique de l'espace social et vote », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de

1. Voir infra, Daniel Boy et Jean Chiche, dans ce numéro, « L'image des candidats dans la décision électorale ».

2. Pierre Rosanvallon, *op. cit.*, p. 28.

3. Pour une analyse du vote socialiste sur la séquence complète des élections présidentielles et législatives de 2007, voir Elisabeth Dupoirier, « Le vote en faveur de Ségolène Royal et les socialistes : de la présidentielle aux législatives », *Revue politique et parlementaire*, 1044, juillet-septembre 2007.

4. Sur ce dilemme, voir Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905 -2005)*, Paris, Fayard, 2005.

Sciences Po, 2004, p. 185-206 ; (avec Jean Chiche) « De Chirac à l'UMP : mutations et reconquête », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003 (Chroniques électorales), p. 161-197. Ses travaux de recherche portent sur la sociologie électorale comparée, l'opinion publique et la territorialisation des phénomènes politiques et sociaux dans les pays membres de l'Union européenne (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <elisabeth.dupoirier@sciences-po.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

L'ÉLECTORAT PRÉSIDENTIEL DE SÉGOLÈNE ROYAL. PREMIERS ÉLÉMENTS D'ANALYSE

Pour la troisième fois consécutive, la gauche vient de perdre l'élection présidentielle. À partir de deux enquêtes du Panel électoral français 2007 du Cevipof (pré- et post-présidentielles), cet article défend la thèse selon laquelle la défaite de la gauche s'est jouée dès le premier tour en raison des fragilités de l'électorat de la candidate socialiste. Ségolène Royal a réussi dès le 22 avril un redéploiement social réel, mais limité de l'électorat socialiste de 2002. Elle a réuni sur son nom des électeurs unis par une forte identité politique de gauche, mais manifestant par ailleurs une relative tiédeur vis-à-vis des propositions concrètes de campagne de leur candidate, un désenchantement à l'égard de la politique et une confiance limitée dans les chances de victoire de la gauche. Ces fragilités ont bridé la mobilisation de second tour face à un adversaire UMP soutenu par des électeurs plus confiants.

THE PRESIDENTIAL ELECTORATE OF SÉGOLÈNE ROYAL. FIRST ELEMENTS OF ANALYSIS

For the third consecutive time, the left-wing has just lost the presidential election. Based on two surveys of the Panel électoral français 2007 of Cevipof (pre-and post-presidential), this article defends the thesis according to which the defeat of the left-wing deceived from the first ballot because of the weakness of the socialist candidate's electorate. This April 22, Ségolène Royal made a success of a real, but limited social redeployment of the socialist electorate of 2002. She joined together on its name of the voters linked by a strong left-wing policy identity, but in addition expressing a relative half-heartedness with respect to the specific proposals of their candidate, a disenchantment with regard to the politics and a limited confidence in the chances of the left's victory. This weakness restrained the mobilization of second ballot, opposite an UMP adversary supported by more trustful voters.